

Mulhouse, le 9 décembre 2007

**Objet :** article Famille Chrétienne « Le scandale des travailleurs pauvres ».

Madame le Ministre,

Votre interview publiée dans Famille Chrétienne : « Le scandale des travailleurs pauvres » apportent de ma part un certain nombre d'éléments de réflexion. En effet, vous avancez des propos totalement erronés, et j'en suis très attristé pour une Ministre qui prétend, je cite : « *Dieu premier servi.* »

Ainsi vous prétendez : « ***Un certain nombre de personnes bien installés n'acceptent pas la création de logements sociaux. Pour moi la mixité sociale n'est pas seulement un slogan : elle a quelque chose d'évangélique. Et nous chrétiens serions bien inspirés de montrer l'exemple.*** » Et à la question suivante vous défendez la loi SRU et son application. En effet, vous vous en prenez aux maires : « *Une ville qui ne respecte pas les 20% doit subir une sanction financière...* ».

Nous avons là, le type même de loi qui va à l'encontre d'une gestion saine de l'utilisation du foncier. Vous, comme moi, savez très bien que nous devons tout faire pour économiser un foncier qui se fait de plus en plus rare. Alors pourquoi là où le terrain se fait rare ou suivant le type de communes, la loi, donc le politique, veut imposer un quota de logements sociaux ? Cette loi votée en décembre 2000 sous le gouvernement Jospin a été remise à l'honneur par Jacques Chirac en novembre 2005 suite aux émeutes. Ainsi **la loi SRU** visant à améliorer la « mixité sociale » contraint, **par son article 55**, toutes les communes de plus de 3500 habitants et faisant partie d'une agglomération de plus de 50 000 habitants, de se doter de 20% de logements sociaux d'ici à 2020. Des objectifs sont fixés par les préfets, et des pénalités financières lourdes sont appliquées aux « mauvais élèves ». ***Cela correspond en fait à une planification de type soviétique totalement incohérente avec la situation économique et démographique de notre pays.***

Cet article de loi est totalement injuste (donc, non évangélique !!!) et inadapté à bon nombre de communes, notamment dans ma Région, l'Alsace.

- Tout d'abord cet objectif est uniquement quantitatif et induit inexorablement des concentrations de populations à faibles revenus ou marginales, ce qui mène à moyenne échéance à la constitution de nouveaux ghettos ! *Décidément les émeutes de novembre 2005 n'ont pas servi de leçon ! On ajoute la ségrégation spatiale à l'exclusion sociale !*
- D'autre part, ces obligations sont fixées sans aucune dotation de nouveaux moyens, ce qui rend difficile pour bien des communes d'atteindre de tels objectifs, d'autant que, souvent, l'acquisition de foncier, nécessaire pour ce genre de projet, est impossible !
- Le fameux « constat de carence » induit des pénalités lourdes et non modulées en fonction de la capacité contributive de la ville concernée, donc totalement injustes.
- Les biens immobiliers ou fonciers situés à proximité de ces futurs bâtiments seront dévalués.

Quant à l'Engagement national pour le logement, loi Borloo, voté le 30 juin 2006, visant à doper la construction de logements sociaux, il contient toutes les recettes pour magouilles et trucages afin d'arriver aux objectifs de la loi SRU. Cette loi, encore pire que la loi SRU, vise surtout à permettre à l'Etat, (via les Préfets) à favoriser ou défavoriser (en relogant ou délogant) à sa guise certaines populations selon les ressources mais aussi suivant d'autres critères... Dans ce jeu de dupes, le Français moyen ne sera pas gagnant... Et cela, des élus de bon sens ne peuvent l'accepter.

En effet, trouver un toit est bien souvent devenu aujourd'hui presque aussi difficile que de trouver un emploi. Il devient de plus en plus ardu pour bon nombre d'Alsaciens, de Français de trouver un logement décent. ***Comment se fait-il, bien que l'on n'arrête pas de construire et de rénover des quartiers, qu'il soit aussi difficile de trouver un toit ?*** Les Français, les Alsaciens ont beau s'adresser aux services sociaux, ils s'aperçoivent très souvent qu'ils sont devenus des citoyens de seconde zone dans leur propre ville. Force est de constater que de nombreux logements sociaux sont, en fait, occupés par des familles étrangères peut-être pas toujours en règle avec la loi. Comment nous, qui sommes respectueux des lois et des règlements, ne serions-nous pas ulcérés en constatant que la prime est toujours donnée à ceux qui contestent, cassent, font du scandale ? Michel Rocard avait un jour, dans un éclair de lucidité, déclaré que la France ne pouvait accueillir toute la misère du monde. Valéry Giscard d'Estaing parlait, lui, d'invasion en évoquant l'immigration. Ces réflexions de bon sens ne furent jamais suivies d'aucun effet.

*Dans une période de crise profonde comme celle que nous traversons, il faut respecter des priorités. Actuellement, en Alsace par exemple, comme dans beaucoup de régions françaises... il n'y a pas de travail pour tous, et il n'y a pas de logements pour tout le monde. Il est vrai que nous souhaiterions voir tous les hommes vivre heureux sur cette terre. Mais on ne fait pas de politique avec de bons sentiments. Ici, plus qu'ailleurs, nécessité fait loi. Et parce que nous sommes des hommes et des femmes de cœur, il faut procéder à des choix.*

*A titre d'exemple : A Mulhouse, se sont des centaines de logements qui sont rénovés et qui sont pourtant dégradés dans de nombreux quartiers de notre ville (Bourzwiller, les Coteaux, Drouot, Manège....). Les HLM pratiquent la mixité sociale depuis des décennies, c'est une catastrophe sociale, humaine, ...terrible avec pour résultats : le départ de nombreux Mulhousiens et Alsaciens, qui quittent peu à peu la ville sous la pression de « nouvelles populations », l'explosion de l'insécurité, des agressions en tout genre, du racket, des menaces, des trafics, la dévalorisation des quartiers, la chute du prix du foncier,....*

*Madame Boutin, vous n'habitez pas ce genre de quartier, vous ne vivez pas au quotidien la mixité sociale, vous ne montrez donc en aucun cas l'exemple !!! « **Faites ce que je dis mais pas ce que je fais** ».*

*A Mulhouse, votre collègue **Jean-Marie BOCKEL** a totalement échoué dans le logement social. La mixité sociale a répandu et engendré pauvreté, misère, souffrance, violence urbaine, agression, incendies de voitures,.... A Mulhouse je pourrai vous donner des dizaines d'exemples : 56 rue Albert-Camus, résidence Roxelane, 25 rue Mathias Grunewald, 71 rue de Pfastatt, résidence du Diamant Noir,.... Dans tous ces endroits des familles honnêtes souffrent jour et nuit, sont harcelées, menacées,.... ni le Procureur de la République, ni le Maire- Secrétaire d'Etat n'interviennent !!! Je tiens à votre entière disposition les dossiers sur lesquels nous soutenons des familles et où les élus en place comme Monsieur Bockel en font RIEN !!!*

Je tenais à vous faire part de mon analyse, et vous prie d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de mes salutations respectueuses mais néanmoins attristées,

**Patrick Binder**  
*Conseiller Régional d'Alsace*